

ANNEXE 1

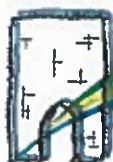
Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.		
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Louis Tosolini Conseillé délégué à l'urbanisme	Caroline Salichon-Suchot Urbanisme - architecte Bureau d'études REFLEXITE / Oxalis Scop
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	l.tosolini@beauvallon69.fr 04 78 81 21 49 Mairie 54 rue Centrale Saint Andéol-le-Château 69700 Beauvallon	 06 82 75 25 58 contact@reflexite-urba.fr 71 rue Bugeaud 69006 LYON www.reflexite-urba.fr

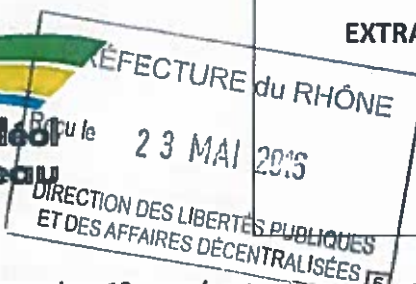
ANNEXE 2

Documents

- Dossier du PLU en vigueur, approuvé le 09/12/2005 (dernière modification en 2014) - Plan de zonage - ANNEXE 2.1
- Délibération prescrivant la procédure de révision du PLU - ANNEXE 2.2
- Projet de PADD débattu – ANNEXE 2.3
- Projet de zonage du PLU – ANNEXE 2.4
- Diagnostic du PLU : rapport agricole - ANNEXE 2.5
- Constructibilité : tableau d'analyse du potentiel et de la densité en logements – ANNEXE 2.6



**Saint Andéol
Le Château**



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 08 DECEMBRE 2014

N° 409 - 44/2014

Nombre de conseillers en exercice : 19 - présents : 14 - votants : 18

L'an deux mil quatorze le huit décembre, le Conseil Municipal de la commune de ST ANDEOL LE CHATEAU dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mr Yves GOUGNE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 04 décembre 2014

Délibération affichée le : 14 Janvier 2015

Présents : Mr GOUGNE Maire, Mme BROTTE, Mrs HERVIER et MONTSERRET, Maire-Adjoint, Mr FAURAT, Mmes PINGON et VINCENOT, Mr PEYRON, Mme GARCIA-PARDONCHE, Mr REYNAUD, Mmes GAZET et BARUZZI, Mrs PRACCA et PITAUD.

Absents excusés / Pouvoirs : Marie-Noëlle CHARLES, Louis TOSOLINI (Pouvoir à Christine GARCIA-PARDONCHE), Thierry PERRIN (Pouvoir à Yves GOUGNE), Carole FONTAINE (Pouvoir à Guy HERVIER), et Stéphanie NICOLAY (Pouvoir à Michèle BROTTE)

Secrétaire de séance : Michèle BROTTE

OBJET : Lancement de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et notamment son article 19,

Vu la loi n°2009-967 du 03 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 7,

Vu le décret n° 2007-45 du 09 janvier 2007 portant approbation de la directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise,

Vu la délibération n° 02-02-2011/01 du 02 février 2011 portant approbation du schéma de cohérence territoriale de l'ouest lyonnais;

Vu le code de l'urbanisme notamment les articles L 123-1 et suivants et les articles R 123-1 et suivants.

Monsieur le Maire :

- rappelle que le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est un outil qui définit les orientations et les règles de l'aménagement du territoire communal dans sa globalité.
- précise la nécessaire réflexion sur les orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et de développement durable afin d'organiser avec maîtrise l'espace communal dans l'objectif d'un développement harmonieux et soutenable de la Commune.
- présente l'intérêt pour la Commune de réviser le PLU : tenir compte des besoins de la Commune, des évolutions réglementaires, de la mise compatibilité avec le Schéma de Cohérence (Scot) de l'Ouest Lyonnais.
- propose la création d'une Commission spécifique qui aura pour mission le suivi de cette révision.

... / ...

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de ST ANDEOL LE château a été approuvé par délibération du 09 Décembre 2005,

A l'unanimité de ses membres présents,

- 1) Décide de lancer la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de ST ANDEOL LE CHATEAU sur l'intégralité du territoire communal dans l'objectif de tenir compte des besoins de la Commune, des évolutions réglementaires, de la mise en compatibilité avec le Schéma de Cohérence (Scot) de l'Ouest Lyonnais.
- 2) Décide de créer une Commission spécifique Révision du P.L.U. composée des membres suivants :
 - Yves GOUGNE, Maire,
 - Michèle BROTTET, Guy HERVIER, Roland MONTSERRET, Adjoint
 - Patrick PEYRON, Conseiller délégué en charge de l'évolution du P.L.U.
 - Colette PINGON, Carole FONTAINE, Bertrand PRACCA, et Stéphanie NICOLAY

Ainsi fait et délibéré les dits jour, mois et an.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Le Maire,
Yves GOUGNE



Acte rendu exécutoire
après réception en Préfecture le
et publication le 14 Janvier 2015



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 20 JANVIER 2016

N° 460 504/2016

PRÉFECTURE du RHÔNE
09 FFV. 2016
DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

Nombre de conseillers en exercice : 19 - présents : 17 - votants : 19

L'an deux mil seize le vingt janvier, le Conseil Municipal de la commune de ST ANDEOL LE CHATEAU dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mr Yves GOUGNE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 13 Janvier 2016

Délibération affichée le : 05 Février 2016

Présents : Mr GOUGNE Maire, Mme BROTTE, Mr HERVIER, Mme CHARLES et Mr MONTSERRET, Maire-Adjoints, Mrs FAURAT et TOSOUNI, Mmes PINGON et VINCENOT, Mr PEYRON, Mme GARCIA-PARDONCHE, Mrs PERLIN et REYNAUD, Mmes GAZET et FONTAINE, et Mrs PRACCA et PITAUD.

Absents excusés / Pouvoirs : Emmanuelle BARUZZI (Pouvoir à Christine GARCIA-PARDONCHE) et Stéphanie NICOLAY (Pouvoir à Julie VINCENOT)

Secrétaires de séance : Michèle BROTTE et Guy HERVIER

OBJET : Révision du PLU – délibération complémentaire

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L123.1 et suivants ainsi que les articles R123-1 et suivants,

Monsieur Roland MONTSERRET rappelle que la PLU de la commune de St Andéol le Château a été approuvée par délibération du 9 décembre 2005 et révisée en 2008.

Monsieur Roland MONTSERRET rappelle au conseil municipal les évolutions du code de l'urbanisme et présente l'opportunité et surtout l'intérêt pour la commune de réviser le PLU. En effet, il est nécessaire de procéder à une mise en conformité avec le Plan Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest Lyonnais. Cette révision permettra également une mise à jour d'un certain nombre de points réglementaires à réviser accumulés depuis 2008, date de la dernière modification.

Il précise qu'une première délibération a été prise le 8 décembre 2014 autorisant le lancement de la révision du PLU et qu'il convient de la compléter notamment pour préciser les modalités de concertation de cette révision.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Roland MONTSERRET, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, DECIDE :

1) De prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme conformément aux dispositions des articles L 123-1 et suivants et R123-1 et suivants du code de l'urbanisme afin de mettre en conformité le PLU avec le Plan Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest Lyonnais. Cette révision permettra également une mise à jour d'un certain nombre de points réglementaires à réviser accumulés depuis 2008, date de la dernière modification.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 20 JANVIER 2016
N° 460 - 04/2016

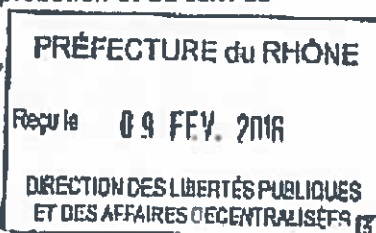
2) De préciser selon l'article L 123-6 du code de l'urbanisme les modalités de concertation, conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, comme suit :

- . Travail en concertation avec les agriculteurs de la commune pour l'élaboration du projet.
- . Mise à disposition du public d'un dossier lui permettant de s'informer du déroulement des études et de l'avancement du projet de révision, ainsi qu'un registre où pourront être portées ses observations aux jours et heures d'ouverture au public de la Mairie.
- . Organisation d'une réunion publique annoncée par affichage et dans le bulletin municipal dès que le projet de révision aura été formalisé.

3) De notifier la présente délibération selon les articles L 123-6 et L 123-7 du code de l'urbanisme à Monsieur le Préfet et demander l'association des services de l'Etat (D.D.T.)

4) De notifier la présente délibération selon les articles L 123-6 et L 123-7 du code de l'urbanisme aux autres personnes publiques associées suivantes :

- . Monsieur le Président du Conseil Régional,
- . Monsieur le Président du Conseil Général,
- . Monsieur le Président du S.O.L., chargé de l'élaboration, de l'approbation et du suivi de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale,
- . Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- . Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture,
- . Monsieur le Président de la Chambre des Métiers
- . Maires de la Communauté de Communes du Pays Morantais,
- . Maires des communes limitrophes.



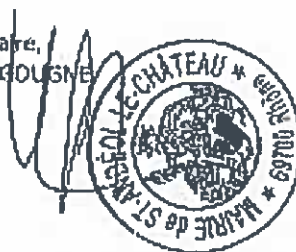
5) De donner autorisation au Maire pour lancer une consultation de bureaux d'études qualifiés et pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision du Plan Local d'Urbanisme.

6) De solliciter de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la Commune correspondant aux frais d'études et d'établissement des documents liés à la révision du P.L.U.

7) Que les crédits destinés au financement des dépenses afférents à la révision du P.L.U. seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Ainsi fait et délibéré les dits jour, mois et an.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Le Maire,
Yves ROUSNE



Acte rendu exécutoire
après réception en Préfecture le 09/02/16
et publication le 05/02/16



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 13 DECEMBRE 2016
N° 509 - 53/2016

Nombre de conseillers en exercice : 17 - présents : 17 - votants : 17

L'an deux mil seize le treize décembre, le Conseil Municipal de la commune de ST ANDEOL LE CHATEAU dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Yves GOUGNE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 08 décembre 2016

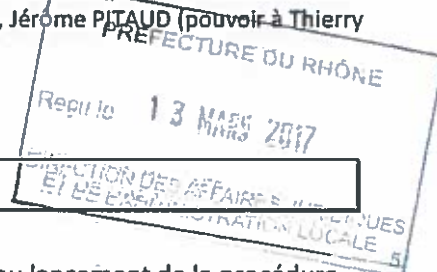
Délibération affichée le :

Présents : M. GOUGNE Maire, Mme CHARLES et M. TOSOLINI, Maire-Adjoint, M. FAURAT, Mmes PINGON et VINCENOT, M. PEYRON, Mme GARCIA-PARDONCHE, Mrs PERRIN et REYNAUD, Mmes GAZET et NICOLAY.

Absents excusés / Pouvoirs : Michèle BROTTE (pouvoir à Yves GOUGNE), Guy HERVIER (pouvoir à Louis TOSOLINI), Carole FONTAINE, Bertrand PRACCA (pouvoir à Stéphanie NICOLAY), Jérôme PITAUD (pouvoir à Thierry PERRIN).

Secrétaire de séance : Julie VINCENOT

OBJET : Révision du PLU – délibération complémentaire



VU la délibération n°409-44/2014 du 8 décembre 2014 relative au lancement de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération n°460-04/2016 du 20 janvier 2016 précisant les modalités de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Monsieur le Maire expose que :

- La délibération n°409-44/2014 du 8 décembre 2014 avait pour objectif « de mettre en œuvre la nécessaire réflexion sur les orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et de développement durable afin d'organiser avec maîtrise l'espace communal dans l'objectif d'un développement harmonieux et soutenable de la commune ».
- La délibération n°460-04/2016 du 20 janvier 2016 nécessite d'être complétée par la définition plus précise des objectifs de la commune.
- Après la validation du schéma directeur en 2015, sont survenus plusieurs événements tels que la vente du local pompier et du local technique au SDMIS, le projet de maison médicale et la mise en vente du gîte des Arches, événements qui imposent la réorganisation des équipements structurants du village.
- La commission constituée par la délibération n°409-44/2014 du 8 décembre 2014 doit être modifiée en raison de la démission de Roland MONTSERRET et du retrait de Patrick PEYRON.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents,

1) Décide de compléter la délibération n°409-44/2014 du 8 décembre 2014 avec les objectifs suivants :

... / ...

- Améliorer la maîtrise de l'urbanisation (par exemple division foncière, réserves pour les activités commerciales)
- Protéger et mettre en valeur les composantes du patrimoine (bourg ancien, bâtiments et espaces particuliers, espaces naturels, paysages)
- Renforcer et réorganiser les sites structurants et compléter les modes de circulation entre ces sites.

2) Décide de constituer une nouvelle commission composée de :

- Yves GOUGNE (maire),
- Michèle BROTTE, Guy HERVIER (adjoints), Louis TOSOLINI (adjoint en charge de la révision du PLU),
- Colette PINGON, Carole FONTAINE, Bertrand PRACCA, Stéphanie NICOLAY (conseillers).

Ainsi fait et délibéré les dits jour, mois et an.
Pour extrait certifié conforme au Registre.

Le Maire,
Yves GOUGNE



Acte rendu exécutoire
après réception en Préfecture le 13/03/17
et publication le 16/03/17

Séance du Conseil Municipal du 06 Juillet 2017 COMPTE-RENDU

Le Conseil Municipal s'est réuni le six juillet deux mille dix-sept à vingt heures, dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Yves GOUGNE, Maire.
Quinze membres de l'Assemblée étaient présents. Arrivée de Jérôme Pitaud à 20h30.

Absents excusés : Patrick PEYRON (Pouvoir à Carole FONTAINE), Christine PARDONCHE (Pouvoir à Julie VINCENOT).

Secrétaire de Séance : Michèle

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Finances

- Attribution d'une subvention exceptionnelle au Sou des écoles (délibération)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les élèves des classes de CE1 à CM2 ont pu bénéficier au mois de juin d'une semaine de classe découverte à Oléron.

Afin d'encourager les professeurs à organiser de tels projets au bénéfice des enfants de la commune, Monsieur le Maire propose d'allouer une subvention exceptionnelle de 4 000 € au Sou des écoles, qui a avancé une partie du paiement des frais engendrés.

➔ **Délibération adoptée à l'unanimité des présents : 16 personnes**

Arrivée de Jérôme Pitaud

- Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'ASA (délibération)

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le projet de coopération entre la municipalité, l'équipe enseignante et l'Association Sportive Andéolaise (ASA) pour l'animation de cours de basket sur l'année scolaire 2017-2018, à destination des enfants de l'école primaire.

Afin de permettre à l'association d'assurer cette activité dans de bonnes conditions, et pour soutenir la pratique sportive auprès des enfants, Monsieur le Maire propose d'allouer à l'ASA une subvention exceptionnelle de 1200 €.

➔ **Délibération adoptée à l'unanimité des présents : 17 personnes**

- Choix de la maîtrise d'œuvre pour l'extension des écoles (délibération)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération n°496-40/2016 du 8 septembre 2016, par laquelle il approuve le projet d'extension des écoles estimé à près d'un million d'euros par

le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage A(mo)ttitude (895 000 € auxquels s'ajoutent environ 10 % de frais pour le paiement du maître d'œuvre). Après une première sélection, trois architectes avaient été admis à présenter une offre détaillée comprenant un schéma et une note d'intention.

La Commission d'Appel d'Offres rend compte de sa séance du 31 mai 2017. Elle expose l'offre ayant obtenu la meilleure note et présentant un coût HT de 895 000 € toutes options.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- 1) **Déclare** retenu pour la mission de maîtrise d'œuvre le cabinet d'architectes Studio Pyc.
- 2) **Approuve** le marché de maîtrise d'œuvre d'un montant maximum HT de 122 615 €, correspondant à une rémunération de base de 10 % des travaux estimés à 895 000 €, à laquelle s'ajoutent 33 115 € rémunérant des missions complémentaires et/ou optionnelles.
- 3) **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'acte d'engagement correspondant, ainsi que les éventuels avenants et toutes pièces administratives et comptables s'y rapportant.
- 4) **Attribue** à chacun des deux autres candidats, à savoir Guillaume SUPPLY Architectes et EAD Architectes, une indemnité de 1 000 € HT, et précise que le lauréat se verra déduire cette indemnité de ses honoraires.

➔ **Délibération adoptée par : 16 voix pour, 1 abstention**

- Choix de la maîtrise d'œuvre pour la maison de santé (délibération)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet de maison de santé estimé à 450 000 € par le cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage A(mo)ttitude. Après une première sélection, trois architectes ont été admis à présenter une offre détaillée.

La Commission d'Appel d'Offres rend compte de sa séance du 31 mai 2017. Elle expose l'offre ayant obtenu la meilleure note et présentant un coût HT de 450 000 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- 1) **Déclare** retenu pour la mission de maîtrise d'œuvre le cabinet Cornu Néel Architectures.
- 2) **Approuve** le marché de maîtrise d'œuvre d'un montant de 52 250 € HT, correspondant à une rémunération de base de 10,5 % des travaux estimés à 450 000 €, à laquelle s'ajoutent 5 000 € rémunérant des missions supplémentaires.
- 3) **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'acte d'engagement correspondant, ainsi que les éventuels avenants et toutes pièces administratives et comptables s'y rapportant.

➔ **Délibération adoptée à l'unanimité des présents : 17 personnes**

Carole Fontaine fait remarquer qu'il faudra être vigilant sur le suivi du chantier car les architectes ne sont pas toujours compétents en la matière.

Guy hervier veillera au bon déroulement des travaux.

2. RELATIONS - COMMUNICATION

3. MOYENS GÉNÉRAUX

3.1 Bâtiments

- Renouvellement du mandat de gérance à la Centrale Immobilière (délibération)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération n°243-43/2011 du 15 novembre 2011 confiant la gestion du parc locatif à la régie Centrale Immobilière. Il expose que ce mandat de gérance a expiré le 31 décembre 2015 et qu'il est donc nécessaire de le renouveler.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

1) Décide de renouveler le mandat de gérance immobilière confié à la Centrale Immobilière de Givors et accepte les termes du mandat présenté, notamment le versement d'une rémunération principale de 4 % HT des sommes encaissées.

2) Autorise Monsieur le Maire à signer ce mandat de gérance, ainsi que toutes pièces administratives et comptables s'y rattachant.

3) Précise que la rémunération du mandataire sera réglée à l'article 6226 du budget communal.

→ Délibération adoptée à l'unanimité des présents : 17 personnes

→ Contrat joint au CR

- Aménagement du local rue Mathevet (Information)

Guy Hervier informe le Conseil Municipal de l'aménagement du petit local de la rue Mathevet afin de stocker le container d'ordures ménagères des riverains de la place de l'Eglise. Les riverains concernés par cet aménagement seront informés par courrier et disposeront d'un badge leur permettant d'avoir accès au container dès le vendredi soir.

Le montant total des travaux comprenant la maçonnerie, la menuiserie et l'électricité s'élève à 5592€.

4. SERVICE A LA POPULATION

4.1 Domaines scolaires et périscolaires

- Demande de dérogation à l'organisation des rythmes scolaires (délibération)

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le décret n°2017-1108 du 27 juin dernier donne la possibilité aux communes de demander à l'académie une dérogation à l'organisation de la semaine scolaire. Il présente les horaires scolaires envisagés et proposés à l'Inspection Académique :

	LUNDI	MARDI	JEUDI	VENDREDI
Garderie périscolaire	7h30-8h30	7h30-8h30	7h30-8h30	7h30-8h30
Temps scolaire	8h30-11h30	8h30-11h30	8h30-11h30	8h30-11h30
Pause méridienne	11h30-13h30	11h30-13h30	11h30-13h30	11h30-13h30
Temps scolaire	13h30-16h30	13h30-16h30	13h30-16h30	13h30-16h30
Garderie périscolaire	16h30-18h30	16h30-18h30	16h30-18h30	16h30-18h30

Monsieur le Maire précise que l'accueil extrascolaire du mercredi sera assuré par une structure intercommunale ou tout autre mode de garde déterminé par chaque famille.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

1) **Sollicite** auprès de l'Inspection Académique une dérogation à l'organisation de la semaine scolaire pour l'année 2017-2018, sur la base des horaires présentés ci-dessus.

➔ **Délibération adoptée par : 15 voix pour, 2 abstentions**

▪ **Tarifs de la cantine et de la garderie (information)**

Marie-Noëlle Charles nous informe de l'augmentation de tarif du fournisseur des repas du restaurant scolaire de 2 centimes d'euros par repas. Compte tenu de l'éventuel passage en commune nouvelle au mois de janvier 2018, Marie-Noëlle Charles propose de ne pas augmenter les tarifs de la cantine car ils pourraient alors être à nouveau révisés.

▪ **Organisation du personnel scolaire (information)**

Marie-Noëlle Charles nous présente le tableau d'organisation du temps de travail pour le personnel scolaire et périscolaire. Elle précise que dans le cadre de la commune nouvelle, il serait souhaitable que l'établissement de ces tableaux soit réalisé par le secrétariat.

➔ **Tableau joint au CR**

5. DÉVELOPPEMENT – AMÉNAGEMENT

5.1 Urbanisme

▪ **Présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ou PADD (débat)**

Louis Tosolini présente le PADD en conseil municipal. Il précise qu'une AVAP (Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine) pourrait être instaurée sur le périmètre du castrum.

➔ **Après débat, le Conseil Municipal, à l'unanimité, s'est positionné favorablement sur le contenu du PADD présenté.**

➔ **Présentation jointe au CR**

5.2 Autres

▪ **Nouvelle AOT avec FPS Towers pour le pylône « La Croix des Pères » (délibération)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération du 10 septembre 1999 autorisant la signature d'une convention d'occupation du domaine public permettant à la société Bouygues Telecom d'installer des équipements de communication sur un pylône d'éclairage. Il lui rappelle également sa délibération n°294-42/2012 du 11 juillet 2012 autorisant la signature d'un avenant de transfert de cette convention à la société France Pylône Services, filiale de Bouygues Telecom.

France Pylône Services, aujourd'hui FPS Towers, a sollicité la commune en début d'année 2017 afin de lui soumettre une nouvelle convention d'occupation du domaine public en remplacement de celle conclue avec Bouygues Telecom, et qui prendra effet au 1er janvier 2017.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

1) **Approuve** les termes de la convention d'occupation du domaine public proposée par FPS Towers, pour une redevance annuelle de 6 000 €.

2) **Autorise** Monsieur le Maire à signer cette convention.

➔ **Délibération adoptée à l'unanimité des présents : 17 personnes**

6. DOSSIERS COMMUNAUTAIRES ET SYNDICAUX

7. PROJETS

8. QUESTIONS DIVERSES

- Guy Hervier :

Le PATA (Point A Temps Automatique), sera réalisé la 2^{ème} quinzaine de juillet.

Les espaces de croisements route de Balmondon seront réalisés 2^{ème} quinzaine de septembre.

La reprise du chemin de Vienne jusqu'à la route de Cloyeux sera réalisé fin juillet.

La commande des numéros et plaques de rues est faite.

Le passage piéton entre la rue de la Chapellerie et le parc est réalisé. La société Carré de l'habitat doit prendre en charge la moitié de la facture.

- Michèle Brottet :

La présence des élus est indispensable au bon déroulement de l'inauguration du parc. RDV samedi 8 juillet à 10h pour la mise en place.

- Thierry Perrin :

Les Brigades Vertes interviendront le 7 juillet sur le parcours sportif.

- Marie-Noëlle Charles :

Pour que le projet A45 se concrétise il ne manque plus que les signatures des ministres des transports et de la transition énergétique. L'état devrait alors verser 1,5 milliards d'euros. Il nous faut donc rester vigilants et mobilisés.

- Gérard Faurat :

Le bilan à mi contrat du Contrat de rivière du Gier est plutôt mauvais en bas du Godivert ; en été le débit faible de cet affluent fait ressortir une grande quantité de pesticides. Les travaux de remise en état du Gier, pour le contrat actuel, tournent autour de 60 millions d'euros.

- Carole Fontaine :

Suite à la réunion de la CLECT, Carole a été élue présidente de ce groupe de travail. Le groupe va travailler sur les zones d'activités et le transfert des charges des communes vers la COPAMO.

La séance est levée à 23h00